



Déclaration liminaire FSU CSA-SD du 30 mars 2026

Dans un contexte de baisse démographique, l'école est aujourd'hui menacée par une logique comptable qui considère cette évolution comme une opportunité de suppressions massives de postes et d'économies.

La baisse du nombre d'élèves doit au contraire être un levier pour améliorer l'école publique : réduire les effectifs par classe, renforcer l'accompagnement des élèves, améliorer les conditions de travail des personnels et lutter plus efficacement contre les inégalités scolaires.

La baisse démographique est un élément de langage utilisé pour masquer d'autres baisses : une baisse du budget, une baisse de l'investissement, une baisse d'ambition pour nos élèves cantonnés dans un système fortement inégalitaire.

La dépense éducative n'est pas une charge mais bel et bien un investissement bénéfique à notre société. Nous ne cesserons de le répéter.

La rigueur budgétaire est à interroger quand on regarde les données de l'OCDE :

- la France dépense 13 % de moins que la moyenne de l'OCDE par élève dans l'enseignement élémentaire ;
- il y a en moyenne 2 élèves de plus par classe qu'en Europe ;

Aujourd'hui, nous dénonçons et refusons les suppressions d'emplois prévues pour la rentrée 2026 et leurs conséquences. Nous continuons d'exiger un budget 2027 avec des mesures de créations d'emplois et de revalorisation salariale sans contreparties.

La suppression de 1 891 postes dans le premier degré, dont 31 pour notre département, est dramatique.

Ces chiffres s'ajoutent aux 1 365 suppressions de postes annoncées dans le second degré, dont 15 ETP dans les collèges et 9 ETP dans les lycées manchois.

Nous n'oublions pas également les suppressions de postes administratifs qui vont encore accroître la charge de travail qui pèse sur les services.

Le manque de moyens face à l'inclusion et la scolarisation d'élèves au comportement hautement perturbateur est également particulièrement alarmant.

La création des PAS n'a rien d'une solution miracle, d'autant qu'elle se fait uniquement en ponctionnant les moyens du premier degré : 9 moyens retirés, ce sont

9 écoles qui n'ouvriront pas de classe, 9 postes qui fermeront. On ne répond pas à un besoin en en créant un autre.

Mettre des moyens dans l'école inclusive ce n'est pas un coût ni une dépense superflue, c'est un investissement indispensable et une responsabilité de l'État tant vis-à-vis des usager·es que des personnels.

En effet, le nombre de situations mettant à mal des collègues, des classes, des équipes explose dans le département et nous questionne quant à l'obligation de santé et de sécurité de la DSDEN vis-à-vis des personnels.

Le recul démographique devrait être l'occasion de donner davantage de moyens pour favoriser une inclusion de qualité et répondre aux problématiques actuelles qui secouent l'École et la font vaciller, au risque de voir l'ensemble s'effondrer d'ici peu !

La FSU souhaite conclure cette déclaration en exprimant son exaspération quant au décalage flagrant entre l'affichage d'une confidentialité des documents préparatoires à ce CSA-SD et les pratiques observées ces derniers jours.

Alors même que ces documents ne nous étaient pas parvenus, des IEN ont contacté des écoles dès le lundi en présentant des mesures de cartes scolaires comme actées, sans émettre la moindre réserve sur leur mise en place à la rentrée prochaine, ni même évoquer l'existence d'un CSA ou d'un CDEN !

Dans le même temps, des parlementaires communiquent publiquement sur les réseaux sociaux en annonçant le nombre de mesures à venir et en s'exposant ostensiblement en réunion avec vous, M. le Directeur Académique.

Ces pratiques interrogent profondément sur la transparence du processus, le respect des instances de dialogue et des représentants du personnel. Elles fragilisent la confiance nécessaire au bon fonctionnement des instances et donnent le sentiment que les décisions sont déjà arrêtées, en dehors de tout cadre réglementaire.